

Rachid Kaci, conseiller de Nicolas Sarkozy

Riposte Laïque a toujours refusé le clivage sectaire “gauche-droite”, concernant la défense de la laïcité, sans nier par ailleurs qu’il y a socialement des approches de gauche et de droite différentes. Membre de l’UMP, Rachid Kaci a souvent, dans des ouvrages, ou sur des plateaux de télévision, défendu les principes laïques et républicains, contre le communautarisme et la montée de l’islamisme. Il est aujourd’hui conseiller de Nicolas Sarkozy. D’où l’intérêt de cet échange, dont les réponses n’engagent, comme chaque interview, que son auteur.

Riposte Laïque : Nous t’avons connu, lors de la campagne pour une loi contre les signes religieux à l’école, en 2003, où tu fus un des premiers militants UMP à soutenir cette campagne. A l’époque, Nicolas Sarkozy était opposé à tout projet de loi. Penses-tu qu’aujourd’hui, il en admet le bien-fondé, et comment expliques-tu son hostilité de l’époque ?

Rachid Kaci :

Il pensait, je crois à juste titre , que la loi 1905 suffisait amplement. Or, la société française avait trop tergiversé sur la question du respect de la laïcité depuis 1989. Nous nous trouvions donc devant une impasse due à notre manque de courage et à nos doutes sur le bien-fondé du principe de laïcité. Certains avaient un compte à régler avec la laïcité et ils voulaient profiter de la lâcheté de certains politiques pour faire plier la République. Il fallait, par conséquent, que la République réagisse pour réaffirmer les limites à ne pas dépasser. La société française commençait à subir de toutes parts les assauts des intégristes et de ceux qui en voulaient à la laïcité. La loi de 2003 devenait nécessaire même si en réalité celle de 1905 suffisait largement. Je pense que Nicolas Sarkozy avait sous estimé à l’époque l’importance du prosélytisme religieux dont l’objectif est de tester notre

volonté de résistance et nos convictions laïques. Je crois qu'aujourd'hui, chacun est conscient du danger. La loi aura au moins permis d'affirmer nos convictions laïques.

Riposte Laïque : Tu as longtemps combattu les positions de l'actuel président de la République, notamment sur la discrimination positive, le communautarisme et la laïcité. Tu as même un temps envisagé de te présenter contre lui, lors d'une primaire à l'UMP. Qu'as-tu pensé de sa campagne, et des discours écrits par Henri Guaino, qui tournaient souvent le dos à ses propos précédents ?

Rachid Kaci :

Tout d'abord si j'ai souhaité me présenter à l'investiture UMP, chacun aura compris que ce n'était pas contre Nicolas Sarkozy, mais uniquement pour bénéficier d'un temps de parole au cours de la campagne qui me permette d'affirmer et de défendre mes idées et convictions Républicaines notamment. Effectivement lors des débats internes de désignation de notre candidat aux présidentielles au sein de l'UMP, j'ai axé mon discours autour des thèmes de la discrimination positive, de la laïcité, de la repentance historique. Ce sont des sujets qui interpellent les Français qui ne savent plus qui ils sont, qui n'osent plus être fiers de leurs valeurs et qui doutent de leur identité. Le candidat Sarkozy a d'ailleurs traité ce sujet lors de sa campagne. Il a compris que les français se posent des questions sur leur avenir et leur identité. C'est ce que j'ai fait au cours des différents forums des primaires. Pour ce qui est de la discrimination positive, j'y suis favorable si elle ne prend en compte que l'aspect social du problème. Il est effectivement plus difficile de faire sa place quand on fils d'ouvrier ou fils de pauvre. C'est la méritocratie républicaine qu'il faut réhabiliter, faire en sorte que ceux qui font des efforts soient récompensés. Un jeune défavorisé des cités, qu'il soit d'origine immigrée ou non, peut en effet être aidé pour trouver sa place dans notre société. Par contre j'y suis farouchement opposé si cette discrimination positive repose sur des critères ethniques ou religieux. Car dans ce cas, le côté positif pour les uns

devient négatif pour d'autres, ce qui est contraire à nos principes d'égalité républicaine. Et puis surtout mettre en avant des critères ethniques ou religieux me semble relever du mépris presque du racisme. Ne pas considérer les talents, retenir la couleur de peau seulement revient à ignorer l'être humain au profit de critères racistes. J'ajoute que nos règles d'intégration sont les mêmes pour tous, qu'elles ont parfaitement fonctionné avec les Européens et les Asiatiques, et qu'il n'y a donc aucune raison d'y déroger. L'intégration se mérite et exige des efforts, la République ne peut pas tout. Au sujet de la campagne de Nicolas Sarkozy et de ses discours, il n'a pas tant tourné le dos à ses propos précédents, il a seulement mieux expliqué sa pensée. Nicolas Sarkozy est un homme politique qui ne supporte pas l'injustice. Il considère que les jeunes des cités en particulier n'ont pas les mêmes chances que les autres. Quand il a parlé de discrimination positive, il a voulu mettre le débat sur le tapis. Il y a réussi à merveille. Quand il fait en sorte de nommer Aïssa Dermouche comme Préfet, il veut enclencher une dynamique. Je ne vais vous cacher que j'étais en désaccord avec l'utilisation des termes « Préfet Musulman » car cela a brouillé le message et la portée symbolique de la nomination! D'une manière générale, il faut laisser la religion à sa place. Sur cette question religieuse, Nicolas Sarkozy considère aussi que l'Islam n'est pas traité à égalité par rapport aux autres religions. Il évoque des pistes, propose des solutions et suggère le débat. Il faut simplement veiller que l'Islam ne soit pas exploité à des fins politiques ou sociales. C'est le danger quand on oublie la laïcité. Vous évoquez Henri Guaino. Je tiens à souligner que c'est un grand Républicain imprégné des valeurs qui sont les nôtres. Nicolas Sarkozy l'a choisi, c'est la preuve qu'il est attaché lui aussi à ces valeurs piliers.

Riposte Laïque : Depuis longtemps, tu alertes sur les dangers de l'islamisme, et tu t'inquiètes de l'aveuglement des principales formations politiques, sur cette question. Aujourd'hui, tu es conseiller de Nicolas Sarkozy. Penses-tu

qu'il a pris conscience de ce problème, et quelles mesures urgentes souhaiterais-tu le voir prendre ?

Rachid Kaci :

Oui, j'ai depuis longtemps tiré la sonnette d'alarme sur les risques d'éclatement de notre société, conséquence d'une lente dérive communautariste qui se répand de façon insidieuse dans tout le pays. En fait ce qu'on prend pour de l'aveuglement de la part des principales formations politiques, n'est qu'une attitude délibérée et d'autre part une certaine lâcheté générale chez nos élus qui ont cru pouvoir acheter la paix sociale en cédant à toutes les revendications communautaristes. On voit aujourd'hui les limites de cette démission permanente car elle n'a fait que renforcer les intégristes dans leur volonté de mettre à mal nos valeurs républicaines au nom de la tolérance et de la liberté. De concession en concession c'est la règle du toujours plus qui prévaut. C'est ainsi qu'on constate l'émergence de zones de non-droit ou parfois de droit religieux. On ferme les yeux sur la polygamie, les mariages arrangés, les répudiations. On instaure un apartheid hommes-femmes avec des horaires décalés dans nos piscines alors que la République égalitaire prône la parité. On cède aux exigences des femmes qui refusent de se faire soigner par des hommes. On révisé les programmes scolaires pour ménager. La première des mesures à prendre est de restaurer l'autorité de l'Etat sous toutes ses formes, dès l'école et partout dans le pays. L'autorité ne peut se partager avec les représentants religieux ou les caïds des quartiers. La volonté de Nicolas Sarkozy dans ce domaine est sans faille. Il ne faut plus céder à toutes ces revendications communautaristes qui pulvérisent le lien social. Les règles républicaines de justice et d'égalité sont les mêmes pour tous. Il faut combattre tous les racismes, y compris le racisme anti-Blancs et pas seulement le racisme à sens unique. Il faut donc cesser de victimiser des immigrés ou leurs enfants français au nom du politiquement correct et d'un angélisme destructeur qui entretiennent la culture de l'échec. Mais pour sauver le pays du chaos social, nous devons

impérativement décréter une union sacrée des élites, au-delà de tous les clivages politiques, sociaux, ethniques ou religieux. C'est en faisant preuve de fermeté et en prouvant que les principes de la laïcité ne sont pas négociables, que nous pourrions stopper l'idéologie totalitaire de certains intégrismes. L'instauration d'un pacte républicain auquel tout immigré devra adhérer est une bonne chose. Le multiculturalisme a échoué partout dans le monde, pourquoi pourrait-il fonctionner chez nous ? Le président de la République est parfaitement conscient de la situation ; il sait le danger du repli communautariste et des risques d'une France éclatée. Son concept d'identité nationale, sa volonté de mettre en place une politique immigration choisie en est la preuve. Quand il parle de politique de civilisation c'est aussi pour sauver la France de l'implosion!

Riposte Laïque : Comment réagis-tu à l'augmentation constante du nombre de voiles dans les rues, y compris chez des mineures, et à l'apparition de tenues comme le niqab ou la burka en France ? Penses-tu souhaitable d'y mettre certaines limites, lesquelles, et comment ?

Rachid Kaci :

Je pense qu'il ne faut pas se tromper de combat et surtout ne pas des arguments à ceux qui voudraient aller à l'affrontement. L'Etat n'a pas à interdire le voile quand il est porté par une femme majeure qui le fait en son âme et conscience. Si une femme considère qu'elle doit porter le voile dans la pratique de sa foi, il n'y a rien à dire c'est la liberté individuelle! Par contre, la République se doit de protéger les filles mineures des pressions éventuelles des entourages, des pressions religieuses, toutes les religions, des pressions politiques, des pressions philosophiques! Pour le reste, à partir du moment où la pratique de sa foi ne trouble pas l'ordre public, ne perturbe pas le fonctionnement d'une entreprise, il n'y a pas de raison d'intervenir. Ensuite, il faut veiller scrupuleusement au respect de l'égalité entre les hommes et les femmes ; le niqab ou la burka sont en ce sens discutables et dangereux.

Riposte Laïque : Des écoles musulmanes commencent à s'ouvrir, et elles accueillent des mineures voilées, contournant ainsi la loi du 15 mars 2004. Les revendications communautaristes, notamment sur les cantines, se multiplient à l'école publique, confrontée d'autre part à la question des accompagnatrices voilées, soutenues par la Halde. Que penses-tu de cette situation ?

Rachid Kaci :

J'ai souligné précédemment cette dangereuse montée des communautarismes, source d'éclatement de la société. Sous couvert de liberté religieuse et au nom du droit à la différence si cher à nos tiers-mondistes, on a semé les graines du ratage de l'intégration. Or on ne peut prêcher les vertus de l'égalité républicaine et des principes laïques, si dans le même temps on vante les mérites de la diversité et d'une société pluriethnique . Il faut savoir ce que l'on veut. Comme le disait Montesquieu, « Le droit à la différence amène toujours la différence des droits ». Je suis très attaché à la laïcité, pour autant il faut être prudent et ne pas forcer le trait. Il existe des écoles juives, chrétiennes, il n'y a donc pas de raisons d'interdire l'ouverture d'écoles musulmanes. Il faut tout simplement exiger les mêmes devoirs de respect du programme et que les écoles soient ouvertes à tous sans exclusive. Il faut permettre à ceux qui ont une pratique stricte de la foi, et ils sont minoritaires, d'ouvrir des écoles religieuses. C'est une façon de contrarier les revendications communautaristes. Par ailleurs, je suis persuadé que la pratique religieuse finira aussi par diminuer avec le temps comme chez les catholiques. Nous aurons cependant encore des tentatives d'intégristes musulmans pour déstabiliser la société française. Il faudra que la République soit vigilante et intrangisante sur ses principes. Il faudra aussi qu'elle ne cède pas à toutes les provocations. Relancer un débat public et passionné sur le thème de la laïcité autour des décisions de la HALDE par exemple serait une erreur. On nous pousse à cela pour apparaître ensuite comme des victimes et recruter encore plus. Soyons vigilants!

Riposte Laïque : Le laïque que tu es n'a-t-il pas été mal à l'aise, lors du discours de Nicolas Sarkozy, à Rome, le 20 décembre ? N'es-tu pas inquiet sur le concept de "laïcité positive" ? Rachid Kaci :

Non je n'ai pas été mal à l'aise. Déclarer que les racines de la France sont essentiellement chrétiennes est une vérité. Mon propos n'est pas de stigmatiser telle ou telle religion et je reconnais qu'aujourd'hui l'islam est devenue la deuxième religion du pays, mais je ne veux pas qu'une religion, quelle qu'elle soit, prenne le pas sur la laïcité, pilier de notre démocratie. Elle doit demeurer dans la sphère privée. Or je constate que certains, encouragés par nos faiblesses et nos désunions, rêvent de faire voler en éclat nos principes républicains. Tout le danger de voir imploser le pays est là , il n'est pas dans nos racines chrétiennes.

Riposte Laïque : Quel est ton regard, aujourd'hui, sur les organisations laïques et féministes de ce pays, et sur le rapport de forces qu'elles peuvent mettre en place ? Rachid Kaci :

Je sais que les organisations laïques et féministes répugnent à promouvoir la laïcité et les droits de la femme par l'interdiction ou l'exclusion. Mais il faut savoir ce que nous voulons. Nous devons lutter contre une stratégie bien rodée qui consiste à exploiter les failles et les faiblesses de notre démocratie pour nous imposer une société dont nous ne voulons pas. Chaque revendication isolée paraît bien anodine à certains, mais au bout du compte, de revendication en revendication, on se retrouve dans une société de communautés juxtaposées, où les règles de vie sont tellement différentes qu'on aboutit à une véritable inégalité républicaine, totalement contraire à nos principes. Seul un refus catégorique peut mettre fin à ces exigences multiples, seule une loi peut mettre fin à des comportements non conformes à nos règles républicaines. Interdire le port du voile à l'école, ce n'est pas seulement défendre la laïcité, c'est aussi libérer ces jeunes filles soumises aux pressions familiales. Plus nous laisserons faire et plus il y aura de

jeunes femmes victimes de ces contraintes. Interdire les horaires décalés dans les piscines, c'est défendre l'égalité hommes femmes, obliger les filles à pratiquer la piscine à l'école, c'est aussi les libérer. Les organisations laïques et féministes ont donc un rôle majeur à jouer dans cette lutte pour la sauvegarde de nos principes d'égalité et de liberté. Partout où les droits de la femme sont bafoués, chaque fois que la laïcité est mise à mal, elles ont le devoir de défendre ces valeurs essentielles qui sont les piliers de notre démocratie. Et ne nous laissons pas bercer par les sirènes d'un angélisme suicidaire, car on constate que l'esprit de tolérance qu'on exige sans arrêt de la République, est toujours à sens unique. Mais c'est d'abord aux immigrés de faire l'effort de s'intégrer, ce n'est pas à la République de changer ses règles.

Propos recueillis par Pierre Cassen